Traitements des inspecteurs de l'éducation physique.

1.
Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,
Vu les lois du 18 juillet 1899, 25 juillet 1913, modifiées par la loi du 3 octobre 1919;
Vu l'article 180 de la loi du 13 juillet 1925;
Vu l'article 66 de la loi du 20 décembre 1928;
Vu la loi du 29 décembre 1929;
Vu la loi du 16 avril 1930;
Vu le décret du 21 juillet 1930,
Décide :
Art. 1er. — Le traitement des inspecteurs de l'éducation physique est fixé ainsi qu'il suit :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Classe</th>
<th>1er juillet 1930</th>
<th>1er octobre 1930</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1ère</td>
<td>45.000</td>
<td>54.000</td>
</tr>
<tr>
<td>2ème</td>
<td>48.600</td>
<td>55.000</td>
</tr>
<tr>
<td>3ème</td>
<td>49.200</td>
<td>55.000</td>
</tr>
<tr>
<td>4ème</td>
<td>42.800</td>
<td>50.000</td>
</tr>
<tr>
<td>5ème</td>
<td>36.400</td>
<td>39.000</td>
</tr>
<tr>
<td>6ème</td>
<td>29.000</td>
<td>32.400</td>
</tr>
<tr>
<td>7ème</td>
<td>22.000</td>
<td>25.000</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Il reçoivent en plus l'indemnité d'agrégation : 8.000 fr. à partir du 1er juillet 1930 ; 10.000 fr. à partir du 1er octobre 1930.

Art. 2. — Les améliorations de traitement résultant de l'application du présent décret auront effet à partir des dates indiquées à l'article 1er.

Art. 3. — Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Rambouillet, le 21 juillet 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

PIERRE MAURHAUD.

Le ministre du budget,

GERMAIN MARTIN.